

JAPON, UNE DÉMOCRATIE À BOUT DE SOUFFLE

Deuxième puissance économique mondiale, le Japon est une démocratie d'un genre particulier. Certes, les élections y sont libres mais il n'y a pratiquement pas d'opposition. Depuis sa création en 1955, le parti libéral démocrate (PLD) y règne sans discontinuer, à l'exception d'une parenthèse de neuf mois en 1993. Mais le système est à bout de souffle. La crise politique que vit actuellement ce pays en témoigne.

Résumons les épisodes précédents : à la surprise générale, le dimanche 29 juillet, le PLD perd largement les élections à la Chambre haute. Il paye notamment l'incroyable désordre qui règne à la Sécurité sociale, laquelle a tout bonnement perdu 50 millions de dossiers de pensionnés ! Sur les 121 sièges en lice pour le renouvellement de la moitié du Sénat, le parti au pouvoir n'en obtient que 37 (sur les 64 qu'il détenait auparavant). En revanche, le Parti démocrate du Japon (PDJ), premier parti d'opposition, remporte 60 sièges. Avec au total 109 sièges, il s'affirme comme le premier parti à la Chambre haute pour les trois prochaines années.

Pour beaucoup, le Premier ministre Shinzo Abe, en place depuis septembre 2006, doit démissionner, même si la Constitution ne l'y oblige pas. Outre le scandale de la Sécurité sociale — on n'ose imaginer les conséquences qu'aurait eue une affaire semblable chez nous — le Premier ministre paye la corruption qui sévit au sein de son gouvernement. En moins d'un an, plusieurs ministres ont démissionné. Un ministre de l'Agriculture s'est même suicidé. Mais Shinzo Abe en décide autrement. Il remanie son gouvernement en août, prononce son discours de politique générale le 10 septembre... puis démissionne le mercredi 12 avant même d'avoir entendu les députés lui répondre. Majoritaire à la Chambre basse, il ne reste plus au PLD qu'à se choisir un nouveau président. C'est chose faite depuis le dimanche 23 septembre avec la nomination de Yasuo Fukuda.

Une classe politique composée d'héritiers

Celui-ci est on ne peut plus représentatif de la classe japonaise. Vieux (71 ans), terne (il reconnaît lui-même ne pas avoir de charisme), et apparatchik (il a été secrétaire de cabinet de deux Premiers ministres). Surtout, c'est un héritier, caractéristique essentielle de la classe politique nipponne. Son père, Takeo Fukuda a été Premier ministre de 1976 à 1978. Shinzo Abe, lui, est fils d'un ancien ministre des Affaires étrangères et petit-fils d'un ancien Premier ministre proche de l'extrême droite. Ichiro Ozawa, le chef du parti démocrate est, lui, fils d'un député.

Une démocratie peut-elle longtemps s'accommoder de ces dynasties politiques ? Si le Japon n'a évidemment pas le



Le seul à même de secouer le système politique était Junichiro Koizumi, Premier ministre de 2001 à 2006, mais cet homme charismatique a démissionné alors que rien ne l'y obligeait.

monopole de cette fâcheuse pratique, son ampleur y est sans doute inégalée, ce qui explique sans doute la corruption qui sévit dans le pays. L'absence de débat politique est une autre caractéristique du système. Le programme du parti démocrate n'est pas très différent de celui du PLD. Comme le PLD, le PDJ est divisé en factions. Il est d'ailleurs composé en partie d'anciens du PLD qui ont espéré donner ainsi un coup de fouet à leur carrière.

Bref, malgré les escarmouches qui ne vont pas manquer dans les semaines à venir entre le PLD et l'opposition — les prochaines élections sont prévues pour septembre 2009 mais beaucoup, à Tokyo, parient sur un raccourcissement du calendrier —, il y a de fortes chances que le système politique tourne encore en rond un certain temps. Le seul à même de le secouer était Junichiro Koizumi. Premier ministre de 2001 à 2006, mais cet homme charismatique a démissionné alors que rien ne l'y obligeait et, même au sein du PLD, certains sont convaincus que ce sont ses réformes qui ont fait perdre les élections à son parti en juillet.

Des échéances majeures

Cette absence de débat est d'autant plus surprenante — et regrettable — que le Japon doit faire face à des échéances majeures. Sur le plan stratégique d'abord. Protégé des Etats-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale, le Japon a longtemps été la seule puissance asiatique. Ce n'est plus le cas. La Chine bien sûr, mais aussi dans une moindre mesure la Corée du Sud, commencent à lui faire de l'ombre. Le dossier nord-coréen en témoigne. Face à Pyongyang, Tokyo pensait pouvoir compter sur Washington pour faire prévaloir une ligne dure alors que la Chine et la Corée du sud se montraient plus conciliantes. Pas de chance : sans doute pour ne pas froisser Pékin mais aussi pour pouvoir se prévaloir d'un succès contre « l'axe du

mal », les Etats-Unis ont désavoué la fermeté nipponne et soutenu une politique plus souple. Sur le plan économique, la situation n'est pas non plus satisfaisante et réclame des réformes urgentes. Les déficits publics s'élèvent à 180% du PIB et si l'on ne parle plus de déflation, la croissance reste hésitante.

Surtout, le pays a un problème majeur à régler : la démographie. En raison d'un taux de fécondité des Japonaises exceptionnellement bas, le Japon perd depuis 2005, un million d'habitants par an. Résultat : ses 127 millions d'habitants ne devraient plus qu'être 90 millions au milieu du siècle. Politique familiale, immigration, place des femmes dans la société... : les questions soulevées par ce déclin sont immenses. Pourtant, les responsables politiques japonais ne semblent pas pressés de le régler.

Frédéric Lemaître, éditorialiste au journal *Le Monde* ■